

Lyon, le 16 JUL. 1998

ARRETE

autorisant, à titre de régularisation,
l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon
à exploiter dans son établissement de MARCY L'ETOILE
des installations d'enseignement, de recherche, de soins,
de consultation et des locaux d'hébergement
d'animaux domestiques

*Le Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU la loi n° 96.1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

→ VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94-861 du 28 août 1994 portant approbation du Plan Régional de Valorisation et d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95-005 du 2 janvier 1995 portant approbation du Plan Régional d'Elimination des Déchets des Activités de Soins ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-700 du 26 janvier 1996 portant approbation du Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96-652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

.../...

- VU la demande présentée le 11 mars 1997 par l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon en vue d'être autorisée, à titre de régularisation, à exploiter des installations d'hébergement d'animaux, un dépôt de déchets d'origine animale et des installations d'incinération de déchets organiques et de cadavres d'animaux de compagnie dans son établissement de MARCY L'ETOILE ;
- VU l'avis en date du 14 mai 1997 du Comité d'Hygiène et de Sécurité de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon ;
- VU l'avis technique de classement en date du 24 mars 1997 de la Direction des Services Vétérinaires, service chargé de l'inspection des Installations Classées ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Jean-Louis GAS, désigné en qualité de commissaire-enquêteur a procédé du 27 mai au 27 juin 1997 inclus ;
- VU la délibération en date du 29 mai 1997 du conseil municipal de la commune de ST GENIS-LES-OLLIERES ;
- VU la délibération en date du 2 juin 1997 du conseil municipal de la commune de CHARBONNIERES-LES-BAINS ;
- VU la délibération en date du 19 juin 1997 du conseil municipal de la commune de DARDILLY ;
- VU la délibération en date du 26 juin 1997 du conseil municipal de la commune de MARCY L'ETOILE ;
- VU la délibération en date du 27 juin 1997 du conseil municipal de la commune de LA TOUR DE SALVAGNY ;
- VU la délibération en date du 30 juin 1997 du conseil municipal de POLLIONNAY ;
- VU l'avis en date du 12 mai 1997 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis en date du 10 juin 1997 de la direction départementale des services d'incendie et de secours ;
- VU l'avis en date du 10 juin 1997 de la direction départementale du travail et de l'emploi ;
- VU l'avis en date du 13 juin 1997 de l'Institut National des Appellations d'Origine ;
- VU l'avis en date du 16 juin 1997 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;
- VU l'avis en date du 24 juin 1997 de la direction départementale de l'équipement ;
- VU l'avis en date du 4 juillet 1997 du service interministériel de défense et de la protection civile ;

.../...

ARRETE

ARTICLE PREMIER

1- L'Ecole Nationale Vétérinaire est autorisé à exploiter sur le territoire de la commune de MARCY-L'ETOILE, dans l'enceinte de son établissement, les installations suivantes :

ACTIVITE	RUBRIQUE	VOLUME	REGIME	RAYON D'AFFICHAGE
Incinération de déchets organiques contaminés ou non	322 B.4	2,4 T/j	A	2
Incinération de cadavres d'animaux de compagnie	2740	1000 KW	A	1
Dépôt de déchets d'origine animale	2731	10 T	A	3
Hébergement de chiens	2120-1	185	A	1
Appareils imprégnés de PCB	1180-1	18011	D	
Stockage/emploi en laboratoire de substances très toxiques ou toxiques	1190-1	228 KG	D	
Stockage de liquides inflammables	253	10,9 m ³	D	
Emploi de sources radioactives non scellées	1710-2°-B 1710-3°-B	1 m ci 2 m ci	D	
Hébergement de bovins	2101	43	D	
Dépôt de fumier	2171	360 m ³	D	
Abattage d'animaux	2210-2	1 T/j	D	
Fabrication de médicaments	273 bis-2°	60 personnes	D	
Installation de combustion gaz naturel ou fuel domestique	2910-A-2	11980 KW	D	
Installation de compression (air, fréon)	2920-2-B	97,4 KW	D	

2- Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus.

3- L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

4- Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

ARTICLE DEUX

LES PRESCRIPTIONS DU PRESENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1- GENERALITES

1.1- Modification

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.2- Accidents ou incidents

- Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous forme adaptée.

- Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

- Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après l'autorisation de l'autorité judiciaire.

1.3- Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicites prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.

1.4- Enregistrements, rapports de contrôles et registres

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.5- Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

1.6- Cessation d'activité définitive

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif une installation classée, il adressera au Préfet, dans les meilleurs délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée et devra comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

1.7- Vente de terrains

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

2- BRUITS ET VIBRATIONS

2.1- Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2.2- Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

2.3- Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

2.4- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5- Niveaux de bruits limites (en dB A)

Le tableau ci-après fixe :

- les niveaux limites de bruits à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée,
- les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

PERIODE	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES			EMERGENCE ADMISSIBLE
	Point 1	Point 2	Point 3	
Jour : 7 H à 22 H sauf dimanches et jours fériés	55			5 dB (A)
Nuit : 22 H à 7 H dimanches et jours fériés	50			3 dB (A)

Point 1 : à proximité de la conciergerie.

Point 2 : à l'angle ouest, le long du chemin rural à proximité de la D7.

Point 3 : le long de la D30, à hauteur du bâtiment contageux.

2.6- La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis à l'article 2.5 présent arrêté de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence.

L'exploitant conserve au moins les deux derniers rapports de mesure.

Dans le cas où les mesures montreraient un dépassement des valeurs limites d'émergence, l'exploitant transmet à l'inspecteur des installations classées le rapport accompagné de ses commentaires et des dispositions qu'il compte prendre pour le respect des émergences.

3- POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1- Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

3.2- Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques.

3.3- Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à empêcher toute pollution biologique de l'air extérieur,
- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

3.4- Cheminées

3.4.1- Les caractéristiques de la cheminée seront déterminées selon les dispositions réglementaires en vigueur.

3.4.2- La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetées en fonctionnement normal des installations.

3.4.3- Des points permettant les prélèvements d'échantillons et des mesures directes doivent être prévus sur les cheminées. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des prélèvements et/ou des mesures représentatifs. Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

3.5- Installations de combustion


3.5.1- Les générateurs de fluides caloporteurs entrant dans le champ d'application de l'arrêté du 20 juin 1975 (relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie) devront satisfaire les dispositions dudit arrêté.

3.5.2- Le combustible normalement utilisé sera le gaz naturel, avec comme combustible de secours le fuel domestique.

3.6- Incinérateur

L'exploitant est autorisé à incinérer une partie de ses propres déchets sous les conditions suivantes :

3.6.1- L'incinérateur, implanté dans le bâtiment des contagieux, comprend deux brûleurs de 300 KW (foyer) et un brûleur de 400 KW (post combustion) alimentés en gaz naturel. Les caractéristiques techniques sont définies dans le dossier de demande d'autorisation.

 3.6.2- L'installation permet d'incinérer 300 kg par heure de déchets canés. Sa durée de fonctionnement hebdomadaire est limitée à deux journées de 8 heures.

3.6.3- Sont admis à la crémation :

- les cadavres d'animaux morts ou euthanasiés sur le site,
- les pièces anatomiques, organes et tissus animaux,
- les fèces, urine, fumier (y compris paille souillée) et litières (schures de bois souillées de déjections animales) provenant d'animaux malades et susceptibles d'être contaminés.

3.6.4- Sont interdits à la crémation :

- tous les autres déchets produits sur le site de l'Ecole,
- les cadavres d'animaux, les déchets carnés, les litières contaminées et d'une manière générale tout type de déchet ne provenant pas de l'Ecole Nationale Vétérinaire.

3.6.5- La chambre de combustion principale atteindra une température minimale de 500°C avant le dépôt du cadavre ou des déchets. Le brûleur de la chambre de post combustion se met automatiquement en marche dès que la température des gaz issus de la chambre de combustion principale est inférieure à 850°C.

Les gaz de combustion sont brûlés à une température minimale de 850°C pendant au moins deux secondes et en présence d'au moins 6% d'oxygène.

Les températures de la chambre de combustion principale et de la chambre de post combustion sont mesurées et enregistrées en continu pendant le fonctionnement effectif de l'installation.

Toutes mesures doivent être prises afin d'éviter un emballement de l'incinération se traduisant par une augmentation rapide de la température de post combustion au dessus de 850°C.

3.6.6- La vitesse d'émission des gaz de combustion est supérieure à 8 mètres par seconde.

Les gaz rejetés dans l'atmosphère ne doivent pas contenir, en moyenne horaire, plus de :

Nature de rejets	Concentration maximale admissible (1)
Monoxyde de carbone	100 mg/Nm3
Poussières	50 mg/Nm3
Composés organiques (exprimé en carbone total)	20 mg/Nm3

(1)- déterminée en masse par volume des gaz résiduaires, exprimée en milligramme par mètre cube normal sec (mg/m3) et rapportée à une teneur en oxygène dans les gaz résiduaires de 11% après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ou à une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduaires de 9% après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

3.6.7- L'exploitant doit réaliser une fois par an, à ses frais, une analyse de ses rejets gazeux. Les résultats de cette analyse sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

3.6.8- L'exploitant doit faire réaliser une fois tous les deux ans, à ses frais un contrôle de l'installation par un organisme choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Le contrôle porte sur l'état du réfractaire, la température de fonctionnement, afin de vérifier la conservation des qualités initiales de l'installation.

Il est prévu pour ce contrôle un piquage de 130 mm de diamètre au niveau de la cheminée.

Les résultats de ces contrôles sont communiqués par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées.

Celui-ci peut également exiger la réalisation d'un contrôle inopiné à la charge de l'exploitant.

3.6.9- L'exploitant doit faire procéder à ses frais au moins une fois par an à une recherche d'imbrûlés et de micro-organismes vivants dans les cendres et les poussières émises par la cheminée.

3.6.10- La teneur maximale en imbrûlés des cendres et mâchefers doit être inférieure à 6% sur produit sec.

Le stockage de cendres doit s'effectuer sur une aire ou dans un réceptacle étanche.

Elles doivent être protégées de la pluie et des vents.

Les cendres sont éliminées dans des conditions n'entraînant pas de pollution pour l'environnement dans des installations réglementées au titre de la loi du 19 juillet 1976.

L'épandage des cendres est interdit sur le site de l'Ecole.

3.6.11- Les déchets en attente de crémation sont conservés dans des sacs étanches.

Le transport de ces déchets s'effectue dans des conteneurs rigides, clos, lavables et à fond étanche.

Ces conteneurs sont lavés et désinfectés après chaque utilisation.

Pour les cadavres conservés en chambre froide négative, la décongélation des cadavres avant l'incinération est interdite.

Avant chaque incinération il sera procédé à la vérification du contenu des sacs à introduire dans l'incinérateur.

3.6.12- Les installations électriques sont conformes aux règles de l'art et vérifiées régulièrement.

Si l'incinérateur fonctionne au gaz, les dispositions relatives aux installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion seront respectées dans le local où est placé l'incinérateur.

Un groupe électrogène de puissance adaptée est installé en vue d'éviter toute discontinuité dans les procédures de crémation et de stockage.

Tous les trois ans l'exploitant fait contrôler à ses frais son installation électrique par un organisme agréé et transmet le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

3.6.13- Lutte contre l'incendie

Le local de l'incinérateur est isolé des locaux adjacents par des parois (murs et planchers) coupe-feu de degré deux heures dont la ou les baies de communication intérieure sont obturées par un ou des blocs coupe-feu de degré une heure.

Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre sont placés dans les zones stratégiques.

Les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie et les modalités d'appel des sapeurs-pompiers sont clairement affichés à la vue des personnels et des service de secours.

Ce local est pourvu en partie haute et basse d'orifices d'aération donnant directement sur l'extérieur et positionnés de façon opposée, d'une surface au moins égale à 16 dm² par orifice.

Ce local ne comprend que les matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du four. Tout dépôt de produits ou matériels combustibles est interdit. Des dispositifs d'arrêt d'urgence des circuits électriques, d'éclairage et de force motrice de l'incinérateur sont placés à l'extérieur du local d'incinération et convenablement repérés par des panneaux précisant leur fonction.

La vanne de coupure de vérification de l'état des installations sont réalisés, portant en particulier sur l'état du fonctionnement des brûleurs, des dispositifs de sécurité contre l'incendie et les explosions et des appareils de surveillance des rejets.

4- POLLUTION DES EAUX

4.1- PRELEVEMENT D'EAU

4.1.1- L'établissement sera approvisionné exclusivement en eau potable par le réseau public.

4.1.2- Le branchement du réseau d'eau public sera équipé d'un dispositif de mesure totalisateur et le réseau public sera protégé d'éventuels retours d'eau du réseau intérieur par un système de disconnection agréé adapté au niveau de risque retenu.

L'exploitant devra apporter la preuve de l'efficacité de ce dispositif dans un délai de trois mois.

4.1.3- Consommation d'eau

- L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

- La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

- Le compteur volumétrique totalisateur sera relevé chaque mois et ces résultats seront reportés sur un registre et conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- Volume d'eau prélevé sur le réseau de distribution d'eau potable = 55000 m³ maximum/an.

4.2- COLLECTE ET DESIGNATION DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1- Généralités

- Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront de type séparatif.

- Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

- Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.
- Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, datés et conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
- A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes et des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits et le milieu récepteur.

4.2.2- Les eaux pluviales

Les eaux pluviales de toitures, de voies de circulation et des aires de stationnement sont rejetées au milieu naturel par un réseau séparé, après passage dans un bac décanteur séparateur à hydrocarbures.

En tout état de cause les valeurs des caractéristiques de rejet fixées à l'article 4.4.3 seront respectées.

L'exploitant remettra à l'inspecteur des installations classées une étude technico-économique relative aux équipements qui seraient nécessaires pour confiner le premier flot (environ 10 mn) des eaux pluviales de ruissellement sur les toitures, voies de circulation, aires de stationnement et de chargement - déchargement; en vue de contrôler leur qualité avant le rejet et d'étaler, en tant que besoin, leur rejet dans le milieu naturel dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

4.2.3- Les eaux de chauffage

La chaufferie implantée dans le service des bâtiments généraux produit l'eau chaude utilisée pour le chauffage des locaux.

La quantité utilisée est de 100m³ par an. Les eaux de vidange et de purge transitent par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau d'eaux usées.

4.2.4- Les eaux usées

Elles sont rejetées en un point dans le réseau d'assainissement communautaire.

4.2.4.1- Les eaux usées du restaurant collectif transitent par un bac dégraisseur avant de rejoindre le réseau de collecte des eaux usées de l'établissement.

4.2.4.2- Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur et sont rejetées au réseau d'eaux usées de la zone.

4.2.4.3- Les eaux résiduaires susceptibles de contenir des agents biologiques pathogènes issus :

- du bâtiment Contagieux (laboratoire, lazaret, quarantaine, aire de lavage de l'abattage sanitaire),
- de la salle d'autopsie située entre les ailes B3 et B4,
- des laboratoires pathologie du bétail de l'aile B5 ne rejoignent le réseau de collecte des eaux usées qu'après décontamination dans une station de prétraitement implantée au sous sol du bâtiment Contagieux.

Les eaux résiduaires sont décontaminées par voie physico-chimique selon un procédé validé avant de pouvoir être rejetées dans le réseau interne d'eaux usées.

Les éléments justificatifs de la validation du procédé appliqué sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement du dispositif de vidange du bac de traitement au réseau d'eau d'égout ne sera physiquement établi que pendant l'opération effective du rejet.

Tout défaut dans le déroulement du cycle de décontamination doit être détecté immédiatement et des mesures prises de telle sorte que les eaux contaminées ne puissent rejoindre le réseau de collecte des eaux usées sans nouveau traitement. Le suivi de ces installations sera confié à un personnel compétent.

4.3-POINTS DE REJETS

4.3.1- Les rejets s'effectuent :

- dans le réseau communal d'assainissement, Avenue Bourgelat, au droit du poste de détente gaz GDF, pour les eaux usées,
- vers le ruisseau du Pré Nichoud, qui chemine le long de la limite Nord du site, pour les eaux pluviales.

4.3.2- Le nombre de points de rejet est limité à :

- un pour les eaux usées,
- un pour les eaux pluviales.

4.3.3- Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité, ainsi que la mesure du débit dans de bonnes conditions de précision.

Toutes dispositions devront également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.

4.4- QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

4.4.1- Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables. En particulier tout rejet de solvant halogéné est interdit :
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

4.4.2- Eaux usées

Les caractéristiques des rejets devront respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant : le débit maximum journalier rejeté est de 188 m3.

Paramètres	Normes de mesure	Concentration maximum en mg/l	Charge maximale kg/j
DCO	NFT 90-101	400mg/l	75
DBO5	NFT 90-103	200 mg/l	37
MEST	NF EN 872	200 mg/l	34
Azote NTK	NF EN ISO 25663	50mg/l	9

Le pH sera compris entre 5,5 et 8,5.

La température sera inférieure ou égale à 30°C.

Le rapport DCO/DBO5 devra être inférieur à 3.

4.4.3- Eaux pluviales

Les caractéristiques de rejets devront respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Normes de mesure	Concentration maximum en mg/l
Hydrocarbures totaux	NFT 90-114	5
DCO	NFT 90-101	125
DBO	NFT 90-103	30
Azote NTK	NF EN ISO 25663	10

4.5- CONTROLE DES REJETS

4.5.1- Le débit sera mesuré et enregistré en continu.

Les bandes éditées, horodatées seront conservées pendant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.5.2- L'exploitant sera tenu de faire procéder une fois par an au contrôle des prescriptions prévues au paragraphe 4.4.2 du présent arrêté.

A cet effet les paramètres suivants seront mesurés en période de fonctionnement normal de l'installation sur une durée de 24 heures.

- DCO,
- DBO5,
- MEST,
- Azote NTK,
- Débit,
- pH.

4.6- PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.6.1- Généralités

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

4.6.2- Stockage

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir ; 50% de la capacité des réservoirs associés.

Le réservoir de fuel enterré devra respecter les dispositions de l'instruction ministérielle du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

4.6.3- Compte rendu de pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelles, l'industriel adressera sous quinze jours au service des installations classées un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui ont été prises pour éviter qu'il ne se reproduise. L'accident ou l'incident aura préalablement été déclaré conformément à l'article 1.2.

5- DECHETS

5.1- DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES DECHETS

5.1.1- L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'établissement pour assurer une bonne gestion des déchets.

- Il limitera la quantité de déchets produits en limitant la quantité à la source et en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

- Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

5.1.2- Les déchets seront stockés avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des lessivages par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

5.1.3- Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés seront éliminés dans des installations réglementées au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant la protection de l'environnement ; l'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées.

5.1.4- Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

5.2- Déchets banals

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, gravats, encombrants, ...) triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départementale d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 26 janvier 1996.

5.3- Déchets spéciaux

5.3.1- Les déchets résultant du curage du séparateur à graisse du restaurant collectif et du séparateur à hydrocarbures, sont collectés et éliminés par une société spécialisée pour leur traitement dans une installation autorisée au titre de la protection de l'environnement.

5.3.2- Les cadavres d'animaux, les pièces anatomiques et les litières urines, fèces, fumiers issus d'animaux malades et d'animaux d'unités d'expérimentation animale sont destinés à l'incinérateur de l'école.

5.3.3- Les litières provenant d'animaux non malades sont collectés tous les jours pour être déposés sur la fumière.

5.3.4- Tous les autres déchets :

- déchets de soins (pansements, seringues, objets coupants ou tranchants...),
- déchets radioactifs,
- films radiologiques à base argentique,
- produits chimiques divers,
- cendres provenant de l'incinérateur,

seront triés et stockés dans des récipients affectés à cet usage, qui porteront des indications permettant de les identifier.

L'élimination de ces déchets qui ne peuvent être recyclés ou valorisés devra être assurée dans des installations dûment autorisées.

L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées pendant trois ans.

6- MOUCHES ET RONGEURS

6.1- L'exploitant devra lutter contre les insectes en utilisant des moyens appropriés. Si nécessaire seront utilisés dans les locaux des équipements spéciaux pour détruire les insectes en permanence.

A la fin de chaque journée de travail il ne persistera dans les locaux et les abords du bâtiment aucune salissure notable permettant la prolifération des insectes.

6.2- L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les rongeurs et empêcher leur prolifération.

7- REFRIGERATION ET COMPRESSION

7.1- Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

7.2- Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

7.3- Si les locaux sont en sous-sol, un conduit d'au moins 16 décimètres carrés de section les desservira. Le conduit débouchera au niveau du sol pour permettre la mise en oeuvre, en cas de fuite, des groupes électroventilateurs des sapeurs pompiers. Ce conduit pourra être constitué par les gaines de ventilation normale des locaux, à condition qu'elles soient suffisantes et qu'elles puissent être raccordées au niveau du sol au matériel des sapeurs pompiers.

7.4- Dans le cas où l'agent de réfrigération est un liquide combustible, l'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés tels que postes d'eau, extincteurs. Ces appareils seront maintenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera initié à leur manoeuvre.

8- SUBSTANCES TOXIQUES

8.1- L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le stockage de matières dangereuses ou combustibles est limité aux nécessités de l'exploitation.

8.2- Les produits toxiques de toute nature sont stockés séparément des autres produits de l'établissement.

8.3- Les rejets d'eaux résiduelles polluées par des produits toxiques sont interdits. Ces eaux polluées sont éliminées comme des déchets spéciaux dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent arrêté.

9- SECURITE

9.1- Dispositions générales

9.1.1- Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

9.1.2- Accès

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

9.2- Matériel de secours contre l'incendie

• L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,

- un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les moyens assurant la ressource en eau tiendront compte du débit nécessaire à la défense contre l'incendie. Des poteaux incendie sont implantés tous les 200 mètres sur toute la périphérie interne du site.

9.3- Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

9.4- Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

9.5- Vérification périodique

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent. Les rapports correspondants seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

9.6- Formation du personnel

L'exploitant de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incendie, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple : manipulation de liquides inflammables et produits toxiques).

19

ARTICLE TROIS

**DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES
INSTALLATIONS EN COMPLEMENT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE
DEUX**

10- HEBERGEMENT DE CHIENS

10.1- La capacité d'hébergement sur le site est limité à 185 chiens.

La mise en conformité de l'ensemble des chenils implantés sur le site sera réalisée au plus tard le 31 décembre 1999.

10.2- Toutes les installations renfermant des chiens sont implantées à plus de 100 mètres de tout immeuble occupé par des tiers.

10.1.1- Murs et plafonds

Les murs seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée. Cette hauteur ne pourra être inférieure à deux mètres. Dans le reste de leur étendue ils seront, ainsi que le plafond, revêtus d'une peinture vernissée de teinte claire.

10.1.2- Sol

Le sol sera uniforme, imperméable, avec une surface non glissante et facile à laver, pouvant supporter les chocs et le roulement de tout équipement mobile ; il aura une pente suffisante pour assurer l'écoulement facile des liquides, déjections et eaux de lavage vers un orifice d'évacuation.

Les eaux usées des élevages sont raccordées au réseau d'eau usées de l'établissement.

10.1.3- Aires de jeux

Les aires de jeux extérieures, lorsqu'elles existent, ne doivent pas avoir une surface inférieure à 5 m² par chien. Elles doivent être aménagées pour éviter la stagnation des eaux ou des déjections liquides.

10.1.4- Ambiance

Les locaux seront convenablement éclairés. Ils seront ventilés efficacement de façon permanente, de telle sorte que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

10.2- ENTRETIEN

10.2.1- Il y aura, dans chaque chenil de l'eau sous pression en quantité suffisante, avec prise à raccord pour permettre d'effectuer, matin et soir, des lavages abondants.

10.2.2- La litière des animaux sera renouvelée au moins une fois par jour et les excréments enlevés chaque jour.

10.2.3- Les niches, le sol et les murs seront lavés, et désodorisés chaque jour.

Les niches, dans lesquelles seront placés les animaux, seront construites en matériaux durs, résistants aux chocs faciles à nettoyer et à désinfecter.

Le matériel mobile inutilisé sera entreposé dans un local annexe après avoir été parfaitement nettoyé et désinfecté.

Les aires de jeux extérieures seront nettoyées aussi souvent que nécessaire.

Les déjections solides et les débris de toute sorte doivent être enlevés.

10.2.4- Fuite des animaux - clôture

Chaque installation sera entièrement close de façon à s'opposer à la fuite des animaux.

Toutes dispositions complémentaires seront prises si nécessaire pour éviter leur fuite.

11- HEBERGEMENT DE BOVINS

11.1- Les bovins de l'école sont hébergés sur trois sites différents :

Lieu d'hébergement	Capacité maximale
Hôpital des bovins	18
Bâtiment des contagieux	10
Station expérimentale à l'extrémité est du site	15
TOTAL	43

11.2- Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à plus de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers.

11.3- Tous les sols du bâtiment de l'élevage accessibles aux animaux et toutes les installations d'évacuation sont maintenus en parfait état d'étanchéité.

11.4- Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

11.5- La pente des sols des bâtiments d'élevage permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte, de stockage ou de traitement.

11.6- Les fumiers produits par les bovins hébergés dans le bâtiment des contagieux sont incinérés.

Les fumiers issus des autres bovins sont stockés sur la fumière telle que définie à l'article 14 du présent arrêté,

Le lavage des bâtiments d'élevage ne se fera qu'après un nettoyage à sec par un raclage. Ces eaux de lavage seront évacuées vers les eaux résiduaires.

12- DEPOTS DE CADAVRES

12.1- L'exploitant est autorisé à stocker sous température dirigée pour une durée supérieure à 24 heures les cadavres, pièces anatomiques, organes et tissus animaux, produits sur le site dans les conditions fixées ci-après.

Pour les déchets réfrigérés, la durée de conservation est limitée à 3 jours.

12.2- La capacité totale maximale de stockage est de 10 tonnes.

Le stockage est autorisé dans les chambres froides, dans les locaux désignés ci-après.

Aile 1	Une chambre froide à + 4°C
Aile 3	Une chambre froide à + 4°C
	Une chambre froide à - 18°C
	Une chambre froide à -35°C
Salle d'autopsie	Deux chambres froides à + 4°C
Aile 4	Une chambre froide à + 4°C
	Deux chambres froides à - 18°C
Bâtiment clinique reproduction	Une chambre froide à - 18°C
Bâtiment contagieux	Une chambre froide à + 4°C
	Une chambre froide à - 18°C

12.3- Les sols et les murs des chambres froides sont constitués de matériaux lisses et lavables jusqu'à une hauteur de deux mètres.

Les chambres froides sont régulièrement nettoyées et désinfectées.

12.4- Les déchets sont éliminés conformément à l'article 5.3 du présent arrêté.

13- DEPOT DE FUMIER

13.1- Les déchets solides essentiellement constitués de paille et de matières fécales proviennent des boxes du centre équestre, des hôpitaux (chevaux, bovins) et des animaleries petits ruminants des différentes unités.

Le volume enlevé chaque jour est de 5 m³.

13.2- L'exploitant devra mettre en oeuvre les moyens nécessaires à l'enlèvement du tas de fumier de 2500 m³ actuellement stocké à proximité du centre équestre, soit par évacuation dans un centre de compostage autorisé, soit par épandage.

L'exploitant devra communiquer à l'inspecteur des installations classées un dossier d'information comportant tous les éléments d'appréciation sur la solution proposée, dans le délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

13.3- L'exploitant devra faire procéder, au plus tard avant le 31 décembre 1998, à la construction d'une fumière étanche, couverte, munie d'une bordure suffisante permettant d'en récupérer tous les jus et de la protéger des eaux de ruissellement.

La superficie de l'air cimentée devra être suffisante pour permettre de recevoir le fumier produit pendant 4 mois consécutifs au moins.

Les plans de la fumière ainsi que le descriptif de cette installation (superficie, système de récupération des jus) devront être communiqués avant réalisation du projet à l'inspecteur des installations classées.

13.4- L'exploitant devra déposer avant le 31 décembre 1998 auprès du service chargé de l'inspection des installations classées :

⇒ soit un dossier d'autorisation d'épandage des déjections solides et des effluents liquides de la fumière qui précisera notamment :

- le volume annuel d'effluents à épandre,
- la surface totale épandable avec la liste des parcelles, la caractérisation des systèmes de culture et les doses admissibles d'effluents en fonction des cultures en place,
- les conventions signés avec les repreneurs,
- l'intérêt agronomique de l'effluent. Des analyses semestrielles portent au maximum sur les paramètres suivants :

- matières sèches (MS),
- azote total (N TOT),
- Phosphore total (P TOT : P₂ O₅),
- Rapport carbone/azote (C/N).
- l'absence de danger pour la santé de l'homme et des animaux lors de la manipulation et de l'utilisation des effluents.

⇒ soit une convention signée avec un centre de compostage autorisé au titre de la législation sur les installations classées précisant la fréquence d'enlèvement et la quantité de fumier enlevé.

14- EMPLOI DE SUBSTANCES RADIOACTIVES EN SOURCES NON SCELLEES

14.1- Les radioéléments seront stockés et utilisés conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives à la protection contre les rayonnements ionisants (décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986 et son arrêté d'application du 1er juin 1990).

Les quantités stockées et utilisées seront répertoriées sur un registre mis en permanence à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

14.2- Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés d'une façon apparente à l'entrée des locaux concernés.

14.3- En tout point à l'extérieur des installations, le débit équivalent de dose ne devra pas dépasser 0,005 Sievert (0,5 rem) par an.

14.4- Les parois des locaux (murs, plafond, portes) seront conçues de façon à abaisser l'irradiation à un tel niveau. En tant que de besoin, des écrans supplémentaires en matériau convenable seront interposés sur le trajet des rayonnements.

14.5- Les appareils et installations utilisant des rayonnements ionisants mis en oeuvre dans l'établissement auront obtenu les agréments et autorisations conformément à la réglementation en vigueur.

14.6- Les parois des locaux, où sont stockés ou utilisés les radioéléments, seront en matériaux facilement décontaminables.

14.7- Les sols des locaux d'utilisation de liquides radioactifs devront être disposés de façon à constituer une cuvette étanche afin qu'en aucun cas des liquides radioactifs ne puissent s'écouler ailleurs que dans des canalisations prévues à cet effet.

Les effluents aqueux radioactifs produits seront évacués et traités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 octobre 1981 relatif aux conditions d'emploi des radioéléments artificiels utilisés en source non scellées à des fins médicales.

14.8- Tout vol, perte, détérioration de substances radioactives devra être déclaré par le responsable dans les 24 heures à la Préfecture. Un rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité au moment de la perte ou du vol, leur forme physico-chimique, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

14.9- En cas de cessation d'activité, les résidus de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à un organisme régulièrement autorisé à cet effet. Le site devra être décontaminé si il y a lieu. Cette décontamination sera telle que l'accès au public pourrait être autorisé. Un certificat de non contamination du local abandonné devra être fourni à l'inspection des installations classées.

15- APPAREILS IMPREGNES DE PCB

15.1- Les appareils électriques contenant des PCB seront implantés sur un dispositif de rétention étanche, sans communication avec le sol ou les égouts, conforme au point 4.6.2 du présent arrêté.

15.2- Les locaux abritant les matériels imprégnés de PCB ne comporteront pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et seront équipés de moyens de prévention et de protection incendie appropriés.

Ces locaux seront séparés de toute accumulation de matières combustibles par un mur coupe-feu deux heures, ou un espace libre d'au moins 8 mètres. Les dispositifs de communication avec d'autres locaux devront être coupe-feu une heure.

15.3- Les transformateurs devront être protégés par un système de protection individuelle interdisant tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut.

15.4- Les PCB et les déchets souillés de PCB à plus de 100 ppm seront éliminés par une installation autorisée et agréée à cet effet.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm, l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées.

15.5- En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB (débordements, rupture de flexible,...),
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique,
- le contact du PCB avec une flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état...).

15.6- En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera, le cas échéant, la destination finale des PCB et des substances souillées. L'exploitant demandera les justificatifs de leur détermination ou de leur régénération, dans une installation autorisée et agréée à cet effet.

ARTICLE 4 : Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 5 : L'exploitant devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

ARTICLE 6 : Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 7 : L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 8 : L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône - Direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 11 : Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

ARTICLE 13 : « Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ; la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

.../...

ARTICLE 14 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MARCY L'ETOILE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux des communes de SAINTE-CONSORCE, POLLIONNAY, LA TOUR DE SALVAGNY, LENTILLY, DARDILLY, CHARBONNIERES-LES-BAINS, ST GENIS-LES-OLLIERES et MARCY L'ETOILE,
- au directeur régional de l'environnement,
- au Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- au Directeur, Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,
- au Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental du travail et de l'emploi,
- à l'hydrogéologue coordonnateur,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant, par la voie administrative.

LYON, le 16 JUIL. 1998

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Claude BASTON



TABLEAU RECAPITULATIF DES DELAIS

Prescriptions	Délais
Mise en conformité du système de dysconnection du branchement sur le réseau d'eau public (article 4.1.2)	3 mois
Etude technico-économique en vue d'installer un séparateur à hydrocarbures pour les eaux pluviales (article 4.2.2)	6 mois
Modalités d'enlèvement du tas de fumier de 2500 m ³ (article 14.2)	6 mois
Construction d'une fumière (article 14.3)	31 décembre 1998
Plan d'épandage ou convention d'enlèvement des fumiers par une société spécialisée (article 14.4)	31 décembre 1998
Mise en conformité des chenils implantés sur le site de l'Ecole (article 10.1)	31 décembre 1999

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 16 JUIL 1998

LYON, le 16 JUIL. 1998
LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Claude BASTION